

Alstom, et après ?

En annonçant le sauvetage du site Alstom de Belfort et de la manière dont il s'y prend, le gouvernement vient de mettre le doigt dans un engrenage infernal.



Emmanuel Cugny Le brief éco France info

05/10/2016



Logo Alstom sur le bâtiment de Belfort. (SEBASTIEN BOZON / AFP)

L'entreprise Alstom est donc provisoirement sauvée. Un sauvetage pour quelques années seulement. Mais que peut-il se passer pour son avenir à long terme ? Acheter pour 700 millions d'euros de matériels roulants à une entreprise pour sauver une activité et un site qui, de toute façon, doivent être restructurés, créé un précédent.

Pourquoi pas, un jour, sauver la SNCM dans l'urgence, en rachetant deux ou trois paquebots ? Pourquoi ne pas acheter des milliers de kilomètres de tubes à Vallourec, le groupe parapétrolier qui se prend la crise du pétrole en pleine figure et supprime 5 000 emplois ?

L'Etat vient peut-être de créer une jurisprudence Alstom que les syndicats seront en droit d'invoquer à l'avenir dans bien des cas. Il reste sept mois avant l'élection présidentielle.

D'autres sites industriels sont en difficulté

Ne quittons pas Alstom et allons voir du côté de Valenciennes dans le Nord, sur le site de Petite-Forêt. Les 1 200 salariés ne sont pas plus rassurés en voyant les perspectives de production se réduire comme peau de chagrin, avec notamment la fin annoncée de la fabrication des rames de RER francilien. D'autres rames plus modernes doivent voir le jour, mais des mesures de chômage technique commencent à être mises en place.

Idem pour Bombardier, le Canadien, partenaire d'Alstom dans la région. Il s'agit là d'un bassin de 5 000 à 6 000 personnes, contre 400 à Belfort. Des salariés à qui on imposait, non pas un licenciement, mais un déménagement de 200 kilomètres plus au Nord, en Alsace.

En dehors de toute échéance électorale, le gouvernement aurait certainement fait un autre choix.

La restructuration d'Alstom est incontournable

La manière dont est géré le sauvetage du site de Belfort ajoute un boulet au pied de cette entreprise qu'Henri Poupart-Lafarge, le patron, est en train de sauver grâce à une restructuration, certes drastique, mais utile à la survie du groupe et de ses 9 000 employés sur 12 sites en France.

Il s'agit de sauver ce qui peut encore l'être d'un groupe qui a été démantelé, faute de vision de stratégie industrielle, de l'Etat et de ses anciens dirigeants, au cours des dix à quinze dernières années. La descente aux enfers n'est pas récente.

Alstom aurait dû rester un grand consortium liant plusieurs métiers, comme avant la cession de la branche énergie à General Electric. Rester diversifié pour mieux affronter la concurrence internationale, c'est ce que font les Américains, les Chinois... Nous, nous faisons le contraire en nous recentrant sur nos cœurs de métier. Erreur stratégique.

Quant à l'Etat actionnaire, le nez sur le guidon à quelques mois de la présidentielle, faire croire que Belfort est sauvé à longue échéance relève tout autant du cynisme que de sa parfaite ingérence en matière de politique industrielle.

Aujourd'hui, tout le monde ou presque se réjouit dans le feu de l'action. Mais, Belfort, reparlons-en dans quatre ans, peut-être avant. Quant à l'effort budgétaire annoncé, il sera supporté par le contribuable dans le budget 2019. D'ici là, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts. Bis repetita.